

Seule notre **solidarité assurera l'avenir de l'usine et des salariés d'ArjoWiggins Wizernes**

Rendez-vous le 3 novembre devant l'usine à 11 heures

Sabotage en réunion ? Le 13 octobre, le ministère de l'Économie a reçu les élus locaux et régionaux de l'agglomération de Saint-Omer et de Corbehem (Stora Enso). Mais il a « oublié » de convier la direction d'ArjoWiggins et les candidats à la reprise, le groupement Green Elephant, ce qui était initialement prévu.

C'était pourtant l'objet de la réunion ! Se comportant comme un guichetier sourd, le ministère Macron a montré la violente obstination des pouvoirs publics à faire bloc derrière l'accord du 10 avril 2014, qui lie le gouvernement et la Banque publique d'investissement à l'état major du groupe papetier candidat à la destruction de ses propres usines.

Selon ces messieurs de Bercy, le « business plan » du potentiel acheteur est « incomplet ». Pour signifier ça, le ministère Macron a attendu... deux mois et demi ! Macron sait pertinemment que la multinationale finlandaise Stora Enso refuse l'accord de vente qui assurerait l'approvisionnement en pâte à papier du site de Wizernes. Les fonctionnaires de Macron demandent une nouvelle fois des informations qu'ils possèdent déjà concernant le marché envisagé par le repreneur.

Macron a-t-il décidé d'enterrer vivants l'usine et ses salariés ? Le cabinet KPMG, dont l'expertise sur le business plan du repreneur est prise en charge par les élus, rendra ses conclusions à la fin du mois. Ensuite devrait tomber le verdict sur la reprise elle-même.

Le long combat que mènent le syndicat FILPAC CGT et les salariés de l'usine de Wizernes, accrochés au maintien de leur outil de travail, dépend de notre solidarité. Si les élus locaux et régionaux font appel aux parlementaires pour « faire pression sur l'État », il est de notre devoir de mettre le poids de l'action collective au service de la survie de l'usine et de ses emplois.

C'est ici et maintenant que cette solidarité doit s'exprimer.

C'est pourquoi les syndicats de la Filpac CGT et de toute la CGT, sans exception, sont conviés à exprimer par leur présence physique leur accord avec la détermination des élus de l'entreprise papetière de Wizernes.

Le 3 novembre, il n'y aura rien de plus urgent à faire qu'à faire masse à Wizernes devant l'usine, entretenue et sauvegardée par les militants de la CGT.

Le 3 novembre, nous opposerons la solidarité syndicale à la brutalité d'un gouvernement volontairement sourd. Nous refuserons ce pourrissement que jouent les pouvoirs publics contre les élus locaux et régionaux, contre les emplois de toute une agglomération.

Le 3 novembre, la vie de l'entreprise doit l'emporter sur la condamnation à mort des patrons et de leur gouvernement.

Tout dépend de nous.